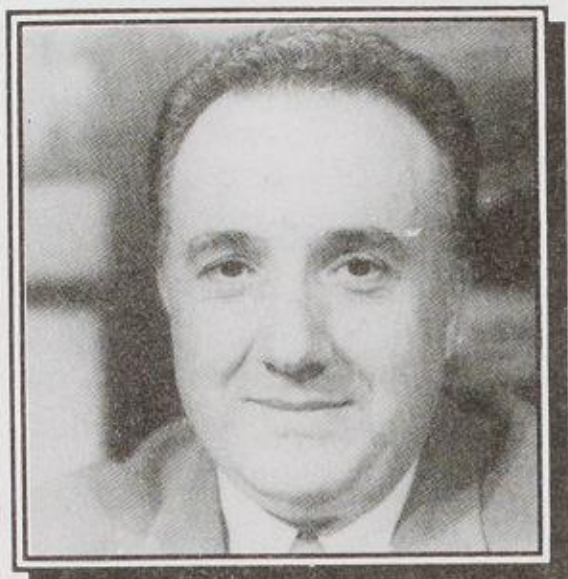


ELECTIONS LÉGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993



François Xavier RIOLACCI

Contrôleur du Trésor,
Conseiller municipal de Bastia

Candidat présenté par
le Parti Communiste Français

dans la 2ème circonscription de Corté-Calvi

S'OPPOSER A LA DROITE,
CHANGER DE POLITIQUE,
EN CORSE
ET DANS LE PAYS.

ENSEMBLE
NOUS EN
AVONS LA FORCE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous sommes des millions d'hommes et de femmes à rejeter la politique actuelle qui nous fait tant de mal. Nous sommes tout autant à ne pas vouloir le retour de la droite épaulée par l'extrême droite qui se traduirait, comme le montre son programme antisocial, par une aggravation des difficultés.

Ensemble, nous pouvons rechercher une issue pour faire du neuf en Corse et dans le pays. Aujourd'hui, la politique mise en oeuvre fait la part belle aux plus fortunés, au patronat tandis que les sacrifices sont toujours demandés aux mêmes. Il serait vraiment nouveau de changer et de faire l'inverse en faveur des travailleurs, des gens de modeste condition.

Là est le sens profond des six propositions pour la France et des axes prioritaires pour la Corse, qu'avec les communistes, je soumets à votre réflexion.

Faire du neuf, c'est aussi se prononcer pour des hommes qui n'ont pas un discours social le temps d'une campagne électorale et des actes contraires dès qu'ils sont élus. Vous savez d'expérience, les ayant vus à vos côtés dans les luttes en faveur de l'emploi, des salaires, du logement, de l'école que, pour les militants, les élus communistes, l'honnêteté, la moralité, la défense des intérêts populaires ne sont pas seulement des mots.

La Corse a besoin d'importantes transformations économiques et sociales, politiques et démocratiques répondant aux exigences de liberté et de dignité de notre peuple, notamment celles de la jeunesse. Ensemble, nous avons la force d'imposer dans le pays le changement de politique nécessaire pour obtenir ces transformations.

Au moment du référendum sur le traité de Maastricht, vous avez montré que vous étiez capable de faire mentir tous les pronostics. Malgré un large consensus de toutes les autres forces politiques, les Corses, dans leur grande majorité ont dit "non". De la même façon, faites-vous entendre, exigez avec force une politique de justice et d'emploi. Utilisez le vote communiste il est à votre disposition. Vous n'êtes pas tenu pour autant de partager toute la politique du Parti communiste, ni même de renier vos convictions.

En donnant plus d'influence au Parti communiste, à ses candidats, vous vous donnerez plus de force pour vous défendre contre toutes les politiques de droite, vous ouvrirez la porte à un solide espoir dont personne ne vous dépossédera.

Avec Jacques BARTOLI, tel est le défi que nous vous proposons de relever le 21 mars.

François Xavier RIOLACCI

LECTIONS LEVANTINE DES 11 ET 12 MAI 1991

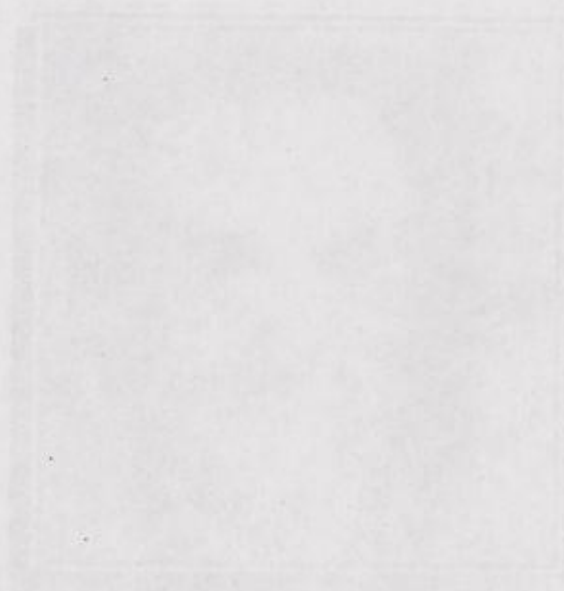
FRANÇOIS XAVIER RIOLAC

1991

Cartographie de la

de la République Française

de la République Française de Syrie



SOMMER LA DOKTE
CHANGER DE POLITIQUE
EN GOSSE
ET DANS LE DAK

Le 11 mai 1991, les élections législatives ont eu lieu en Syrie. Elles ont été marquées par une participation électorale record, atteignant 95,5%. Les résultats ont été considérés comme une victoire pour le régime de Hafez el-Assad, qui a obtenu la majorité absolue des sièges. Cette victoire a été interprétée comme un soutien populaire au régime, malgré les tensions politiques et sociales qui prévalaient à l'époque. Les élections ont été organisées dans un contexte de répression et de contrôle strict du régime, ce qui a limité la liberté d'expression et de rassemblement. Les résultats ont été contestés par certains opposants, mais le régime a affirmé leur validité. Les élections ont été suivies d'une session parlementaire où le régime a réaffirmé son engagement envers le développement et la stabilité du pays. Les élections ont également été l'occasion pour le régime de présenter ses réalisations et ses projets futurs. Les résultats ont été considérés comme une validation du rôle du régime en Syrie. Les élections ont été marquées par une atmosphère de peur et de contrôle, ce qui a limité la liberté d'expression et de rassemblement. Les résultats ont été contestés par certains opposants, mais le régime a affirmé leur validité. Les élections ont été suivies d'une session parlementaire où le régime a réaffirmé son engagement envers le développement et la stabilité du pays. Les élections ont également été l'occasion pour le régime de présenter ses réalisations et ses projets futurs. Les résultats ont été considérés comme une validation du rôle du régime en Syrie.